

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

L'Impérialisme anglais et la Révolution russe (*Amédée Dunois*). — Le Congrès de Hambourg (*Appel de l'Exécutif de l'I. C.*). — L'accumulation du Capital et l'impérialisme (*Rosa Luxembourg*). — Rosa

Luxembourg continuateur de Marx (*Lucien Révo*). — Syndicalisme et Parti Communiste (*H. Borel*). — L'évolution économique en Allemagne. — Où mène le Marxisme légal ?

## L'Impérialisme anglais et la Révolution russe

**L**es intérêts de classe de la bourgeoisie ne sont nulle part unifiés. Ils ne le sont ni sur le terrain international, où les antagonismes de bourgeoisie à bourgeoisie, de capital à capital, éclatent périodiquement en conflagrations si meurtrières que rien, dans l'histoire sanglante de l'humanité ne peut leur être comparé, — ni sur le terrain national, où les querelles économiques et politiques mettent sans cesse aux prises les groupes et les sous-groupes, — les propriétaires fonciers et les capitalistes purs, les industriels et les financiers, les extracteurs de matières premières et les fabricants de produits finis. Le conflit qui dans les coulisses du Comité des Forges, dresse à cette heure les De Wendel et les Schneider les uns contre les autres, peut donner lieu, sur ce point, aux réflexions les plus utiles. Non, la bourgeoisie ne forme pas un front unique, — si ce n'est (et encore n'est-ce pas vrai toujours) contre la classe ouvrière.

L'attitude comminatoire prise depuis quelque temps par lord Curzon, le ministre britannique des affaires étrangères, envers la Russie des Soviets, pourrait prêter elle aussi à d'utiles réflexions du même ordre. — Réflexions rassurantes au surplus : car si les intérêts de classe de la bourgeoisie n'étaient si souvent divergents, s'ils étaient — ce qu'ils ne sont pas, ce qu'ils ne seront jamais, du fait de l'irréductible concurrence et en dépit des tentatives récentes de monopolisation horizontale ou verticale qui s'observent un peu partout — s'ils étaient *uns* et indivisibles, l'émancipation du prolétariat se

heurterait à des obstacles qu'elle ne pourrait sans doute ni tourner ni franchir; et le régime capitaliste serait probablement invincible...

C'est au nom des intérêts de classe de la bourgeoisie anglaise que le noble lord Curzon, en qui l'impérialisme britannique reconnaît, avec raison, son véritable chef politique, menace la Russie des Soviets de rompre avec elle les relations économiques. C'était au nom des intérêts de classe de cette même bourgeoisie qu'il y a deux ans Lloyd George, après des négociations laborieuses et savantes, avait noué ces relations. Qui de Lloyd George ou de Curzon a le plus juste sens des intérêts de la bourgeoisie ? Ils en ont tous les deux un sens parfaitement juste et merveilleusement averti. Toutefois les intérêts qu'ils défendent ne sont pas exactement identiques, l'un se préoccupant avant tout de la nouvelle bourgeoisie née de la guerre mondiale et l'autre de l'ancienne, de cette bourgeoisie anglaise d'avant la guerre dont la morgue et le sans-gêne régnaient insolemment sur l'univers, considéré par elle sous ses espèces de *marché mondial*, comme une dépendance pure et simple de l'Empire britannique.

Lloyd George, c'était une bourgeoisie anglaise ; Curzon, c'est une autre bourgeoisie anglaise, dont les intérêts ne sont évidemment pas essentiellement contradictoires à ceux de la première, mais dont ils sont pour le moins superficiellement différents. Et Lloyd George, d'autre part, c'était le capitalisme anglais tel qu'il était en 1921, tandis que lord Curzon, c'est le capitalisme anglais tel qu'il est en

1923, plus sûr de sa force et de son équilibre qu'il ne l'était il y a deux ans et par conséquent plus arrogant et plus brutal.

Le capitalisme anglais n'a pas perdu son temps depuis deux ans. Il a vaincu économiquement la classe ouvrière ; il a systématiquement abaissé les salaires, allongé, partout où il l'a pu — n'ayant point ratifié pour son compte les fameuses conventions de Washington — la durée journalière du travail salarié. Le chômage, cette plaie vive qu'il portait naguère au côté, est désormais en voie de cicatrisation. L'agression de la Ruhr par les soldats de Poincaré — le *Petit Parisien* en a fait, la semaine dernière la démonstration chiffrée — a été une magnifique « affaire » pour le capitalisme anglais qui n'a jamais tant exporté de houille, de coke et de fonte que depuis le 11 janvier. — Dans le Proche Orient, l'horizon tend lentement à s'éclaircir et c'est la France, non l'Angleterre — ô mystificatrice ironie de l'histoire — qui est sortie diminuée de la première conférence de Lausanne.

Qu'importe, dans ces conditions toutes nouvelles, le pauvre marché soviétique ? Ces Russes, après tout, qu'on s'était flatté d'avalier tout cru ne se sont pas prêtés à cette opération nutritive. Il n'ont pas permis à l'Albion perfide de les traiter en colonie anglaise d'où l'on extrait tous les produits qui vous manquent pour y déverser tous ceux dont on regorge. Ils ont maintenu contre les forbans de Manchester, de Liverpool et de la Cité, les droits du pouvoir soviétique, sauvegardé contre la bourgeoisie la plus impérialiste qui soit au monde la dignité du prolétariat le plus révolutionnaire qui ait paru dans l'histoire. Ils ont fait plus, et l'ancien gouverneur des Indes qu'est lord Curzon est particulièrement sensible à cet outrage sans nom : ils n'ont pas repoussé, tant s'en faut, l'appel de ces populations d'Asie séculairement opprimées et qui, depuis que le drapeau rouge de l'Internationale flotte sur le Kremlin, ont senti dans leur cœur se ranimer l'espérance.

Ainsi s'explique l'ultimatum de lord Curzon. L'ouvrier qui, à la lecture de ce document diplomatique plein de sous-entendus odieux et d'intentions perfides, n'a pas senti son cœur se gonfler de colère, — c'est que la conscience de classe n'existe encore en lui qu'à l'état d'embryon.

Mais laissons-là le passé et, avec lui, la recherche des causes. Tournons-nous du côté de l'avenir prochain, et des conséquences inéluctables.

On n'a généralement voulu voir dans l'assassinat, à Lausanne, de notre camarade Vorovsky qu'une sorte d'accident professionnel, digne d'alimenter tout au plus la chronique des faits divers. Hypocrisie et mensonge ! L'assassinat de Vorovsky, par le fils d'un riche chocolatier russo-suisse, ancien officier des bandes stipendiées de Wrangel, n'est pas un accident vulgaire. Survenant quarante-huit heures après l'ultimatum impérialiste de Cur-

zon, il ne peut être compris qu'à condition qu'on établisse entre l'ultimatum et lui un rapport de cause à effet. L'ultimatum du 8 mai était, à sa façon, une déclaration de guerre à la Russie ; il fallait démontrer solennellement aux Soviets que quand les brigands du Foreign Office ont parlé, l'acte suit de près la parole ; le sang de Vorovsky a servi de démonstration.

Ce qui est tragique, ce n'est pas qu'un homme soit tombé dans cette lutte de l'impérialisme bourgeois contre la révolution prolétarienne qui se déroule sous nos yeux ; c'est que des millions, des dizaines de millions, des centaines de millions d'autres hommes risquent de tomber demain dans un conflit qui sera plus, comme en 1914, un conflit d'impérialismes également criminels, mais le conflit autrement profond, autrement terrible de l'impérialisme et du prolétariat. C'est que la rupture anglo-russe ne devienne le prélude immédiat d'une nouvelle guerre européenne. Dans le dérèglement actuel de l'Europe et du monde, tout est possible, même le pire, surtout le pire : ce n'est plus, en effet, la raison qui fait loi, mais l'acharnement des vainqueurs se heurtent à la rancune des vaincus. L'Europe du traité de Versailles n'est pas une Europe normale ; elle ne sortira du chaos où Versailles l'a plongée que par une nouvelle guerre, où par la révolution, pour ne pas dire, ce qui pourtant est plus probable, par la guerre et par la révolution, simultanément déclenchée.

La Russie ne se soumettra pas à l'ultimatum curzonien. Elle ne peut pas s'y soumettre. Elle a pu consentir jadis, dans l'intérêt suprême de la Révolution, à la terrible humiliation de Brest-Litovsk ; l'événement a montré qu'elle avait eu raison. Nous ne sommes plus cependant au temps de Brest-Litovsk ; la Russie a maintenant un gouvernement et des armes. Au nom de l'intérêt suprême de la révolution dans le monde, elle refusera de céder aux injonctions méprisables de la force.

Les prolétaires comprendront-ils que leur devoir le plus impérieux est, en présence du danger qui menace la Russie, de s'unir tous, sans distinction de tendances, — partisans de la dictature ou partisan de la démocratie, amis ou ennemis du gouvernement ouvrier, membre de la II<sup>e</sup> ou de la III<sup>e</sup> Internationale — autour du drapeau rouge qui flotte sur Moscou ? S'associeront-ils, dans tous les pays, à l'action pleine de rectitude et de loyauté que mène en Angleterre l'Independent Labour Party ? Le danger n'est pas limité à l'Angleterre et à la Russie, pas plus qu'il ne l'était en juillet 1914 à l'Autriche et à la Serbie ; il est européen, il est international. L'instinct de classe imposera-t-il enfin silence aux queltes subalternes où s'épuisent nos forces ? Le péril de la Révolution russe, de la première en date des révolutions prolétariennes, fera-t-il l'union de tout le prolétariat militant ?

Amédée DUNOIS.

# LE CONGRÈS DE HAMBOURG

## Appel de l'Exécutif de l'I. C.

L'offensive du capital se poursuit. La bourgeoisie fait des efforts extrêmes pour mobiliser et concentrer ses forces pour une action décisive contre la classe ouvrière. Les réformistes, ses complices, ne pouvaient lui faire défaut ; ils sonnent eux aussi le ralliement : les restes de la 2<sup>e</sup> Internationale et les lambeaux rapiécés de la 2 1/2 sont sur le point de s'unir ; le bloc d'Adler à Noske va devenir réalité. Des rêveurs, même après la convocation du Congrès de fusion doutent encore, ne peuvent comprendre qu'une même organisation comprenne à la fois l'homme qui abat le comte Stürgkh pour appeler à la révolution la classe ouvrière, et celui qui a versé des flots de sang ouvrier, pour étouffer toutes velléités révolutionnaires du prolétariat. Ces messieurs de l'Internationale 2 1/2 font les étonnés devant cette joyeuse réconciliation : « Nous même », dit l'*Arbeiterzeitung* de Vienne, leur principal journal, trouvons que la collaboration avec plusieurs de ces partis (qui pendant la guerre et aussi après la guerre ont laissé beaucoup à désirer dans l'application des principes socialistes) est une dure nécessité. » Mais pour qui considère les faits de sang-froid, le Congrès de Hambourg n'a rien de surprenant. L'Internationale 2 1/2, dans l'intention même de ses fondateurs, n'était qu'un asile passager pour les pseudo-révolutionnaires sans abri politique, et toute son histoire ne peut être que l'histoire d'une retraite en bon ordre vers le réformisme. Plus encore. Cette retraite a commencé avant la fondation de l'Internationale de Vienne, pendant la guerre. Pouvait-il en être autrement ? Vouloir concilier l'inconciliable, être à la fois international et national, prolétaire et bourgeois, c'était se reconnaître d'avance impropre à la lutte, incapable de décision, de résolution, de courage. Aussitôt après avoir quitté les réformistes, les partis groupés autour de Vienne exprimèrent par leur attitude débile et indécise leur désir de retour à la 2<sup>e</sup> Internationale. C'était naturel.

Qu'est-ce qui pouvait troubler l'amitié entre le centre dit « marxiste » et la droite ? C'était en dernière instance l'opposition entre l'aristocratie ouvrière et le reste du prolétariat. Pour le réformisme cette aristocratie seule existe ; assurer et améliorer sa situation fut-ce aux dépens des catégories plus pauvres, tel est son but. Il a, sans hésiter, sacrifié l'avenir de la classe ouvrière aux intérêts momentanés d'un groupe privilégié. Cette politique, même avant la guerre, lui créait une opposition ; l'opposition augmenta pendant la guerre, lorsque le réformisme devint de plus en plus nettement social-patriote et nationaliste, partant bourgeois, au fur et à mesure de l'appauvrissement des masses, elle finit par entraîner la décomposition des vieilles organisations socialistes. Les révolutionnaires ne furent pas seuls à s'en séparer ; s'en allèrent aussi ceux qui s'imaginaient être révolutionnaires et devaient se ré-

vérer bientôt les agents inconscients ou à demi-conscients du réformisme parmi les révolutionnaires.

Ces éléments qui aspiraient irrésistiblement au retour à la 2<sup>e</sup> Internationale se réunirent lorsque les vingt et une conditions d'adhésion à l'I.C. déçurent leur espérance de trouver abri dans la 3<sup>e</sup> Internationale et de gagner le communisme à la contagion réformiste : ils formèrent l'Internationale 2 1/2. La fusion formelle avec les réformistes n'était pas encore possible. Les plaies du prolétariat, attestant les coups de Noske, saignaient encore, l'indignation populaire, était encore trop vive, pour qu'on puisse présenter à nouveau les ministres réformistes comme des socialistes et des chefs de lutte de classe. L'Internationale 2 1/2 fit grise mine à la 2<sup>e</sup>. Le manifeste de la Conférence préliminaire de Berne (décembre 1920) déclare : « La 2<sup>e</sup> Internationale, incapable de réunir les forces vives du prolétariat conscient, n'est qu'un élément de trouble dans la lutte de classe du prolétariat. » Il fallait donc créer une Internationale des partis socialistes révolutionnaires. Mais les auteurs du manifeste entamèrent une polémique en règle contre la 3<sup>e</sup> Internationale et prolongèrent longtemps ce jeu. Leurs protestations contre les « dictateurs de Moscou » furent de plus en plus âpres, tandis que les péchés des réformistes trouvaient chez eux de plus en plus d'indulgence. La 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationales ont tort toutes les deux ; mais nous donnons raison à la 2<sup>e</sup>, telle fut la logique de l'Internationale 2 1/2. Elle se manifesta de façon tout à fait grotesque après la dissolution de la Commission des Neuf instituée par la Conférence de Berlin. « La 2<sup>e</sup> Internationale est cause que le Congrès ouvrier mondial n'a pu être convoqué », déclara l'Internationale 2 1/2, mais en ajoutant que « les communistes dissolvaient la Commission des Neuf ». La culpabilité de la 3<sup>e</sup> Internationale étant ainsi bien établie, la fusion des Internationales 2 et 2 1/2 ne soulevait plus aucun doute. Le danger de voir les principes socialistes invoqués au Congrès ouvrier mondial était heureusement écarté. Pour des raisons purement tactiques on attendit encore un an. Maintenant l'Internationale 2 1/2 revient au foyer et la 2<sup>e</sup> l'accueille solennellement à Hambourg. La touchante parabole du fils prodigue est représentée sur la scène de l'histoire. Mais ceux qui la jouent se trompent s'ils croient que le prolétariat jouera bénévolement le rôle de l'agneau destiné au sacrifice.

Que signifie la fusion des deux Internationales réformistes ? Avant tout la liquidation du pseudo-radicalisme. Réformistes et centristes ne se distinguaient que parce qu'ils présentaient différemment l'idéologie révolutionnaire. Les réformistes croyaient pouvoir renoncer sans façon aux « nitaieries révolutionnaires », tandis que les prétendus marxistes du centre voulaient conserver

au prolétariat la foi socialiste, à peu près comme la bourgeoisie incrédule veut laisser au peuple la religion : les ouvriers révolutionnaires devaient éprouver en imagination des satisfactions que le centre n'était pas moins décidé que le réformisme à leur refuser en réalité. Le centre jugeait cette politique nécessaire à l'époque où la décomposition de l'économie mondiale par la guerre et la victoire de la révolution russe, puis l'offensive du capital menaçaient de jeter le prolétariat dans la lutte révolutionnaire. Aujourd'hui, ils estiment le danger conjuré. Ils croient que le capitalisme a repris des forces, qu'un soulèvement révolutionnaire paraît impossible aux masses et que par conséquent on n'a pas besoin de les illusionner par une phraséologie révolutionnaire. La chose d'ailleurs n'est pas seulement superflue — elle est impossible. La contradiction entre la pratique réformiste et les phrases révolutionnaires de l'Internationale 2 1/2, entre les faits palpables et les chimères ridicules qu'elle présente comme « théorie marxiste », est devenue si criante que le décor radical qui devait embellir la pratique réformiste, ne fait plus d'effet. Les masques tombent. Les théoriciens du centre se reconnaissent réformistes. Kautsky a commencé. Otto Bauer grand maître des cérémonies du réformisme marxiste, continue. C'est lui qui a le plus longtemps gardé la pose marxiste et trouvé, jusque dans ces derniers temps, aux pires excès réformistes, une stricte justification marxiste. Il en a pourtant assez, lui aussi. Dans un article paru à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Marx, il a fait profession de réformisme, gaiement, honnêtement, librement. La méthode de Marx, déclare-t-il, comme le faisait il y a 15 ans Edouard Bernstein, le père du réformisme, conduit à dépasser les thèses de Marx ; Marx est vainqueur de Marx... En tout cas le pseudo-marxisme s'est dépassé, aboutit lui-même à l'absurde. A Hambourg, se retrouveront non pas des réformistes honteux, mais des réformistes cyniques et avoués.

Quel sera le sort de l'Internationale de Hambourg ? Le front unique réformiste ne s'étendra pas seulement d'Adler à Noske ; il pénétrera profondément dans le camp bourgeois. Ce sera un front unique bourgeois-prolétarien. C'est tout dire. Dès lors, qu'un parti ouvrier admet que les ouvriers sont plus étroitement alliés à la bourgeoisie de leurs pays qu'aux ouvriers des autres pays (c'est l'idée fondamentale du réformisme), il enlève au prolétariat qui le suit toute possibilité d'action propre, toute initiative historique. Les ouvriers deviennent politiquement dépendants de la bourgeoisie ; ils restent gênants, mais tout de même dépendants. Tout front unique du prolétariat avec la bourgeoisie est national et nationaliste. Il s'ensuit que les réformistes de différents pays ne peuvent jouer entre eux à l'Internationale prolétarienne, qu'autant que les bourgeoisies des pays intéressés s'accordent. La 2<sup>e</sup> Internationale en a fait l'expérience, bien qu'elle ait vécu en temps de paix. Elle n'a jamais été une organisation de combat. Elle n'a jamais été qu'un club de discussion. Le premier coup de la guerre lui a été fatal. Comment une Internationale réformiste serait-elle possible aujourd'hui que la guerre est devenue permanente et que les bourgeois de tous pays travaillent sans cesse à la préparation de la prochaine guerre mondiale ? L'occupation de la Ruhr ne nous fait-elle pas entrevoir l'avenir d'une Internationale réformiste ? La Ruhr a déjà provoqué un entretien entre

socialistes allemands et français, où les Français ont tâché de convaincre les Allemands du bien-fondé des revendications de l'impérialisme français victorieux, les Allemands de convaincre les Français des faibles possibilités du capitalisme german. Une Internationale composée de semblables éléments est morte avant d'avoir vécu. Communistes, nous avons divisé les partis social-démocrates dirigés par des traîtres, pour unir le prolétariat ; les réformistes vont se réunir à Hambourg pour le diviser de nouveau.

Le congrès de Hambourg est cependant un progrès. Il apporte de la clarté. Le centre disparaît ; on est débarrassé du pseudo-radicalisme. L'abîme entre la révolution et le réformisme, masqué hier par le centrisme, devient visible. Il n'y a plus que deux grandes forces en présence. Ces conditions générales sont on ne peut plus favorables pour la tactique du front unique prolétarien. Les travailleurs reconnaîtront que les centristes qui ont si longtemps joué aux révolutionnaires étaient des réformistes authentiques. Ils reconnaîtront que les réformistes se sont abaissés au service du capital, pour procurer quelques miettes de sa table à une petite minorité privilégiée de la classe ouvrière, cela à un moment où l'évolution sociale enlevait toute base économique à l'aristocratie ouvrière. Le pseudo-radicalisme du centre n'a eu d'autre but que de cacher à la classe ouvrière la véritable physionomie du capitalisme. Elle apparaît maintenant sans fard. Ceux qui ont cru si longtemps à la collaboration des classes ne peuvent qu'éprouver un sentiment de honte et d'indignation. Au cours des dégoûts du réformisme, agrémenté ou non de phraséologie révolutionnaire, a poussé beaucoup d'ouvriers hors des partis social-démocrates. Ils n'ont pas tous trouvé leur chemin vers les partis révolutionnaires ; ils tenaient souvent le communisme pour un centrisme plus habile, cause de confusion et d'incapacité pire encore. A cet égard toute confusion devient impossible ; il sera désormais plus facile de préserver les ouvriers fatigués de la politique social-démocrate d'un retour à l'indifférence et de les amener à la révolution.

Enfin, la Russie des soviets est sur le point d'enlever au réformisme sa dernière arme contre la Révolution. Quand les chefs social-démocrates avaient à étrangler un mouvement gréviste, ils faisaient diversion par des campagnes contre la Russie des soviets. La Russie des soviets leur était un épouvantail dont ils usaient pour entretenir la peur de la révolution. Ce jeu aussi touche à sa fin. La vérité sur la Russie des soviets se fait jour. On sait que le bolchevisme, de même qu'il a battu ses ennemis extérieurs, commence à maîtriser ses difficultés intérieures si grandes qu'elles soient. Les social-démocrates perdent ainsi leur dernier argument contre la révolution ; les forces prolétariennes aspirant à l'action brisent leurs dernières chaînes et le front unique du prolétariat révolutionnaire est en voie de construction.

Travailleurs conscients ! Pensez aux exploits de vos frères russes, aux immenses sacrifices qu'ils ont sentis et sont prêts à consentir encore ! Multipliez votre effort ! Contre le front unique du réformisme et du capitalisme ! Pour le front unique du prolétariat révolutionnaire ! Contre les vaines tentatives de résurrection de la 2<sup>e</sup> Internationale ! Pour l'Internationale Communiste révolutionnaire !

*L'Exécutif de l'Internationale Communiste.*  
Moscou, 10. V. 1923.

# L'accumulation du capital et l'impérialisme

Les pages qui suivent sont tirées du deuxième volume de l'Accumulation du Capital, de Rosa Luxembourg. Ecrites pendant le séjour que fit Rosa dans les prisons allemandes de 1916 à 1918, et destinées à répondre aux critiques parues dans la presse social-démocrate contre le premier volume de son livre, publié en 1912, ces pages contiennent un exposé succinct et admirablement clair des problèmes fondamentaux de l'accumulation du capital.

Le livre de Rosa Luxembourg étant encore inconnu du public français, notre camarade Marcel Ollivier en a traduit ces quelques pages à l'intention des lecteurs du Bulletin Communiste.

L'accumulation du capital est l'un des problèmes fondamentaux de la doctrine marxiste. L'accumulation est à la base de tout le développement capitaliste et de sa phase actuelle, l'impérialisme. C'est pourquoi son étude est indispensable à quiconque veut pénétrer au fond du mécanisme de la production bourgeoise, indispensable au prolétariat, dont elle éclaire la lutte contre l'impérialisme.

Le mode de production capitaliste est dominé par la recherche du profit. Pour le capitaliste isolé, la production n'a de sens que si elle lui rapporte, bon an mal an, un bénéfice net. Mais, contrairement à tous les autres régimes économiques basés sur l'exploitation, le caractère essentiel de la production capitaliste, ce n'est pas seulement le profit, mais le profit croissant. C'est dans ce but que le capitaliste, contrairement, encore une fois, à tous les autres types historiques d'exploiteurs, ne dépense pas le fruit de son exploitation, exclusivement ou même principalement pour son luxe personnel, mais pour accroître constamment son exploitation. La plus grande partie du profit obtenu est de nouveau transformé en capital et employé à l'élargissement de la production. Ainsi le capital s'accroît, « accumulé », selon l'expression de Marx, et, condition autant que conséquence de l'accumulation, la production capitaliste s'étend de plus en plus.

Mais pour y arriver, cependant, la simple volonté des capitalistes ne suffit pas. Il y faut encore un certain nombre de conditions sociales qu'on peut résumer de la manière suivante :

Avant tout, pour que l'exploitation soit possible, il faut qu'il y ait de la force de travail en quantité suffisante. Cela, le capital l'obtient une fois que le mode de production capitaliste a com-

mencé son cours historique et s'est, en quelque sorte, consolidé, par le simple mécanisme de cette production, à savoir : 1° en permettant, bien ou mal, aux salariés occupés à la production de se maintenir en vie, grâce à leurs salaires pour pouvoir continuer à être exploités et à se reproduire ; 2° en créant une armée de réserve du prolétariat industriel toujours disponible, au moyen de la prolétarianisation constante des couches moyennes et de la concurrence qui oppose, dans la grande industrie, la machine à l'ouvrier.

Quand cette condition est remplie, c'est-à-dire quand un matériel d'exploitation toujours disponible, sous forme de prolétariat salarié, est assuré, et que le mécanisme de l'exploitation est réglé par le salariat lui-même, il faut encore une autre condition fondamentale de l'accumulation du capital, à savoir : la possibilité de vendre les marchandises au fur et à mesure qu'elles sont produites par le travail des ouvriers salariés, pour pouvoir recevoir en argent, d'une part, les sommes engagées par le capitaliste dans la production et d'autre part, la plus-value arrachée à la force de travail de l'ouvrier. « La première condition de l'accumulation, c'est que le capitaliste a réussi à vendre ses marchandises et à transformer la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu en capital. » (Le Capital, tome 1, paragraphe 7, Introduction). Ainsi l'accumulation constante suppose la possibilité toujours croissante d'un débouché pour le capital. Le capital crée lui-même, ainsi que nous l'avons vu, la condition fondamentale de l'exploitation. Le premier volume du Capital a analysé et décrit ce processus d'une façon minutieuse. Mais de quoi dépendent les possibilités de réalisation des produits de cette exploitation, les possibilités de débouchés ? Est-il au pouvoir du capital, ou dans l'essence même de son mécanisme de production, d'élargir ses débouchés, conformément à ses besoins, de même qu'il conforme à ses besoins la quantité de force-travail utilisée par lui ? Nullement. Ici apparaît la dépendance du capital vis-à-vis des conditions sociales. Malgré tout ce qui la différencie fondamentalement de tous les autres types historiques de production économique, la production capitaliste a ceci de commun avec eux, c'est que, quoique subjectivement, elle n'ait d'autre but que la recherche du profit, elle doit, objectivement, satisfaire les besoins matériels de la société, et qu'elle ne peut atteindre son but subjectif qu'en remplissant cette tâche objective et seulement dans la mesure où elle la remplit. Les marchandises capitalistes ne peuvent être vendues, le profit qu'elles contiennent ne peut être transformé en argent, que si elles satisfont les besoins sociaux, et dans la mesure seulement où elles les satisfont. L'élargissement constant de la production capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation constante du capital, est, par conséquent, liée à un élargissement constant des besoins sociaux.

Mais que signifient, au juste, les besoins sociaux ? Peut-on en donner une définition exacte,

peut-on les mesurer, ou bien devons-nous nous contenter d'une notion plus ou moins vaine ?

Si on considère la chose, telle qu'elle apparaît en effet, à la surface de la vie économique, dans la pratique quotidienne, c'est-à-dire du point de vue du capitaliste isolé, elle est en effet incompréhensible. Un capitaliste produit et vend des machines. Les acquéreurs sont d'autres capitalistes qui lui achètent ses machines afin de produire, à l'aide de ces machines, d'autres marchandises. Le premier capitaliste pourra donc d'autant mieux placer ses marchandises que les autres élargiront leur production ; il pourra accumuler d'autant plus vite que ces derniers accumulent à leur tour. Ici, les « besoins sociaux » auxquels est lié notre capitaliste ne seraient autre chose que les besoins d'autres capitalistes ; la condition de l'élargissement de sa production serait la même pour lui que pour eux. Un autre produit et vend des denrées alimentaires pour les ouvriers. Il pourra d'autant plus en vendre, et, par conséquent, accumuler d'autant plus de capital que les autres capitalistes (et lui-même) emploieront plus d'ouvriers, ou, en d'autres termes : d'autant plus que d'autres capitalistes produiront et accumuleront. Mais de quoi cela dépend-il, que les « autres » élargissent leurs entreprises ? En apparence, du fait que « ces » capitalistes, disons, par exemple, les producteurs de machines, leur achètent des denrées alimentaires en quantités croissantes. Les « besoins sociaux », dont dépend l'accumulation du capital apparaissent ainsi, quand on les examine de près, n'être autre chose que cette accumulation elle-même. Plus le capital accumule, plus il accumule, c'est à cette vaine tautologie ou à ce cercle vicieux que semble devoir aboutir l'examen. Nous tournons manifestement dans un cercle, et le problème nous échappe des mains. C'est ce qui arrive en effet, mais seulement aussi longtemps que nous nous entêtons à examiner la chose du point de vue superficiel, c'est-à-dire du point de vue du capitaliste isolé, cette plate-forme privilégiée des économistes vulgaires.

Mais le problème prend immédiatement un contour plus net dès que nous considérons la production capitaliste comme ensemble, du point de vue de l'ensemble du capital social, le seul qui compte, en dernière analyse. C'est d'ailleurs le point de vue que Marx a développé pour la première fois systématiquement dans le deuxième volume du *Capital*, mais qui est à la base de toute sa théorie.

Le capital privé, soi-disant souverain, n'est en effet que la forme extérieure, la surface de la vie économique, que, seuls, les économistes vulgaires considèrent comme l'essence même des choses et la seule source de la connaissance. Sous cette surface, et au travers de toutes les contradictions de la concurrence, le fait demeure que tous les capitalistes isolés constituent socialement un ensemble, que leur existence et leur action sont réglées par des lois sociales communes qui ne se réalisent malgré toutes sortes d'écarts, derrière le dos des capitalistes isolés et contrairement à leur volonté, qu'à cause de l'anarchie du système de production actuel.

Dès que nous considérons la production capitaliste comme un tout, les besoins sociaux deviennent, à leur tour, une grandeur mesurable, qu'il est possible d'étudier.

Supposons que toutes les marchandises fabriquées dans la société capitaliste soient rassemblées tous les ans sur une place, en un grand tas, pour être réparties dans la société. Nous verrons que ces marchandises seront tout naturellement réparties en plusieurs grandes parts de différentes sortes.

Dans toute forme de société humaine, la production doit satisfaire à deux sortes de besoins. D'une part, elle doit, plus ou moins bien, nourrir, habiller les membres de la société, en un mot satisfaire à tous leurs besoins matériels, c'est-à-dire qu'elle doit produire des *denrées alimentaires*, au sens le plus large de ce mot, pour toute la population. D'autre part, elle doit, pour permettre à la société de vivre et de se développer, produire chaque fois de nouveaux moyens de production pour remplacer les moyens de production usagés : matières premières, machines et instruments de travail, bâtiments, etc. Sans la satisfaction de ces deux besoins primordiaux de toute société humaine, aucun progrès n'est possible. Et la société capitaliste, malgré toute son anarchie et toute sa recherche des profits, doit également satisfaire ces besoins primordiaux.

C'est pourquoi nous commencerons par mettre de côté, dans ce vaste dépôt de marchandises que nous avons imaginé, une première part de marchandises destinées à remplacer les moyens de production usés au cours de l'année. Ce sont les matières premières, les machines, les bâtiments, etc., (en un mot tout ce que Marx appelle le « capital constant »), que les capitalistes fabriquent les uns pour les autres, et qu'ils doivent échanger entre eux, afin de pouvoir reprendre la production dans les mêmes conditions que les fois précédentes. Etant donné (toujours d'après la supposition que nous avons faite) que ce sont les entreprises capitalistes que fournissent elles-mêmes tous les moyens de production nécessaires au travail de la société, l'échange sur le marché des marchandises correspondantes n'est, dès lors, pour ainsi dire, qu'une affaire intérieure des capitalistes entre eux. L'argent nécessaire à cet échange de marchandises vient naturellement de la poche des capitalistes eux-mêmes, étant donné que chaque entreprise doit pouvoir disposer d'avance du capital nécessaire à la production, et retourné tout aussi naturellement du marché dans la poche des capitalistes, l'échange une fois terminé.

Du moment que nous ne considérons ici que le renouvellement des moyens de production dans les anciennes conditions, la même somme d'argent suffit pour permettre aux capitalistes de se ravitailler mutuellement en moyens de production, cette somme d'argent retournant d'ailleurs régulièrement dans leurs poches, pour en ressortir à nouveau, après une courte période de repos.

Une deuxième part de marchandises doit, comme dans toute société, comprendre les denrées alimentaires nécessaires à l'entretien de la population. Mais comment se divise la population, dans la société capitaliste, et comment se fait la répartition des vivres ? Deux traits principaux caractérisent le mode de production capitaliste. Premièrement, l'échange universel de marchandises, en ce sens que personne ne reçoit la moindre denrée alimentaire de la masse totale des marchandises qui ne possède pas l'argent nécessaire pour l'acheter. Deuxièmement, le salariat, c'est-à-dire un rapport où l'immense majorité du peuple travailleur ne parvient à obtenir l'argent nécessaire à l'achat des marchandises qu'en louant sa force de travail aux possesseurs du capital, et où ces derniers n'arrivent à obtenir les denrées alimentaires dont ils ont besoin qu'en exploitant cette situation. Ainsi, la production capitaliste suppose deux grandes classes principales : capitalistes et ouvriers, dont la position respective par rapport à la répartition des denrées alimentaires est diamétralement opposée l'une à l'autre. Quelque indifférent que soit leur sort au capitaliste isolé, les



ouvriers doivent être nourris, dans la mesure où leur force de travail est nécessaire aux capitalistes, afin qu'ils puissent continuer à être exploités. C'est pourquoi, sur la masse totale des marchandises fabriquées par les ouvriers, une certaine quantité de denrées alimentaires, correspondant exactement à leur utilité dans la production, leur est remise par les capitalistes. Pour pouvoir les acheter, ils reçoivent de leurs patrons un salaire en argent. La classe ouvrière reçoit donc tous les ans de la classe capitaliste, en échange de sa force de travail, une certaine somme d'argent, au moyen de laquelle elle prend dans la masse des marchandises fabriquées par la société, et qui est la propriété des capitalistes, la part de denrées alimentaires qui lui est accordée, d'après son niveau culturel et l'état de la lutte des classes. L'argent nécessaire à cet achat vient également de la poche des capitalistes ; chaque capitaliste, pour faire marcher son entreprise, doit disposer de ce que Marx appelle le « capital variable », c'est-à-dire du capital nécessaire à l'achat de la force de travail. Mais cet argent retourne jusqu'au dernier sou dans la poche des capitalistes, après que les ouvriers ont acheté les denrées alimentaires qui leur sont nécessaires pour leur propre entretien et celui de leur famille. Ce sont en effet des entrepreneurs capitalistes qui vendent aux ouvriers les denrées alimentaires dont ils ont besoin.

Considérons maintenant la consommation des capitalistes eux-mêmes. Les denrées alimentaires consommées par la classe capitaliste lui appartiennent déjà, en tant que marchandises, avant tout échange, conformément aux règles de la société capitaliste, d'après lesquelles toutes les marchandises, à l'exception de la marchandise force-travail, sont la propriété des capitalistes. Assurément, ces denrées alimentaires « de choix », précisément parce qu'elles sont des marchandises, ne viennent au monde que comme la propriété d'un grand nombre de capitalistes isolés. C'est pourquoi, de même que pour le capital constant, un échange entre les capitalistes est également nécessaire, afin que la classe capitaliste obtienne la jouissance des denrées alimentaires qui lui sont nécessaires. Cet échange doit également se faire au moyen d'argent, et ce sont encore une fois les capitalistes eux-mêmes qui, dans ce but, mettent en circulation les quantités d'argent nécessaires. Il s'agit en effet ici, tout comme pour le renouvellement du capital constant, d'une affaire intérieure de la classe capitaliste. Et, encore une fois, l'échange terminé, cet argent retourne dans la poche des capitalistes, d'où il est sorti.

Que chaque année la quantité de denrées alimentaires nécessaires à l'entretien des capitalistes soit en effet fabriquée, cela s'explique par le mécanisme même de l'exploitation capitaliste qui règle le système du salariat. Si les ouvriers ne fabriquaient que la quantité de denrées alimentaires nécessaires à leur propre entretien, on ne comprendrait pas que les capitalistes les fassent travailler. Ils ne le font que parce que les ouvriers, outre leur propre entretien, correspondant à leurs salaires, assurent en même temps celui de leurs « employeurs », en produisant ce que Marx appelle la « plus-value ». Et cette plus-value doit, entre autres, servir à assurer l'entretien de la classe capitaliste, comme c'était le cas de toute classe dominante dans les anciens régimes de production économique. Il ne reste plus aux capitalistes que la peine d'assurer, au moyen de l'échange mutuel des marchandises et le rassemblement

des sommes nécessaires, leur existence pleine de fatigues et de privations et leur reproduction.

Ainsi, dans notre dépôt social de marchandises, nous avons mis de côté deux parts importantes : 1° les moyens de production pour le renouvellement du processus du travail et 2° les denrées alimentaires nécessaires à l'entretien de la population, c'est-à-dire d'un côté la classe ouvrière, et, de l'autre, la classe capitaliste.

On pourra facilement nous objecter que nous n'avons fait jusqu'ici que nous livrer à un travail de pure imagination. D'où les capitalistes savent-ils, et quel est d'ailleurs le capitaliste qui se soucie de savoir ce qui est nécessaire pour renouveler le capital usagé et pour entretenir la population ? Les capitalistes produisent à l'aveuglette, en se concurrençant les uns les autres, et ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Mais, il y a apparemment, dans cette anarchie, des règles invisibles, sans quoi la société capitaliste serait depuis longtemps en ruines. Et c'est précisément le but de l'économie politique en tant que science, ainsi que celui de la doctrine marxiste, de montrer les lois cachées qui introduisent de l'ordre et de la coordination dans l'anarchie de la concurrence. Ce sont ces règles invisibles de l'accumulation capitaliste — accroissement du capital au moyen de l'élargissement de la base de production — que nous allons étudier maintenant. Le fait que ces lois ne s'imposent pas à l'action consciente des capitalistes isolés et qu'il n'existe aucun organe central de la société, chargé de les établir et de les appliquer, signifie simplement que la production actuelle, tel un homme ivre, n'est réglée que, par le trop ou le pas assez, par des oscillations de prix et des crises continuelles. Mais ces oscillations et ces crises n'ont, au fond, d'autre but que de régler constamment la production privée chaotique en la faisant rentrer dans le cadre des besoins sociaux, sans lequel elle dériverait complètement. Si donc nous voulons, avec Marx, étudier dans les grandes lignes les rapports de la production capitaliste avec les besoins sociaux, détournons-nous provisoirement des méthodes spécifiques du capitalisme : oscillations de prix et crises, au moyen desquelles il règle ces rapports, et examinons la chose au fond.

Avec ces deux grandes parts de la masse sociale de marchandises que nous avons étudiées, le capitalisme n'a pas atteint son but. Si l'exploitation des ouvriers ne servait qu'à assurer aux exploités une vie luxueuse, nous aurions une sorte de société esclavagiste modernisée ou un féodalisme moyenâgeux, mais non pas le capitalisme moderne. Le but que poursuit celui-ci est le profit sous forme d'argent, accumulation de capital. Par conséquent la production n'a actuellement de sens que si l'exploitation réalise d'autres buts que ceux que nous avons établis plus haut. La « plus-value » ne doit pas servir seulement à assurer une vie « convenable » à la classe capitaliste, mais contenir également une part destinée à l'accumulation. Et ce but est tellement important dans la société actuelle que les ouvriers ne sont occupés et, par conséquent, ne sont mis en état de fabriquer des denrées alimentaires pour eux-mêmes que dans la mesure où ils produisent cette part de profit, destinée à l'accumulation, et que la possibilité existe de pouvoir la transformer en argent.

Ainsi donc, conformément à ce que nous venons de dire, il nous faudra trouver, dans notre dépôt de marchandises de la société capitaliste, une troisième part qui ne devra servir ni au renouvellement des moyens de production usagés, ni à l'en-

trétien des ouvriers et des capitalistes. Ces marchandises contiennent cette partie de la plus-value arrachée aux ouvriers et destinée à l'accumulation.

Quelle sorte de marchandises est-ce là et qui, dans la société, en a besoin, c'est-à-dire qui les achète aux capitalistes, pour les aider à transformer en argent la partie la plus importante du profit ?

Nous sommes arrivés ici au nœud du problème de l'accumulation. Nous allons maintenant examiner toutes les possibilités de solution.

Sont-ce peut-être les ouvriers qui achètent cette dernière part de marchandises du dépôt social ?

Mais les ouvriers n'ont aucun moyen d'achat, en dehors des salaires que leur accordent les entrepreneurs et n'achètent, avec ces salaires, que la part tout à fait réduite de la production sociale qui leur est attribuée. En dehors de cette part, ils ne peuvent rien acquérir du dépôt social de marchandises, quels que soient leurs besoins non satisfaits. Et les capitalistes ont tout intérêt à réduire le plus possible cette part de marchandises destinée à la consommation des ouvriers, ainsi que les moyens de les acheter, car du point de vue des capitalistes, en tant que classe — et il est extrêmement important de maintenir ce point de vue, contrairement aux illusions du capitaliste isolé — les ouvriers ne sont pas pour eux des acquéreurs, des « clients » comme les autres, mais seulement de la force de travail, dont l'entretien, au moyen d'une partie de leurs propres produits, n'est qu'une triste nécessité, réduite au minimum social indispensable, à chaque moment donné.

Sont-ce peut-être les capitalistes qui acquièrent cette dernière part de la masse de marchandises sociale, en augmentant leur propre consommation ? La chose serait en effet possible, quoique les capitalistes ne manquent d'aucun luxe, même le plus fou. Mais si les capitalistes gaspillaient eux-mêmes toute la plus-value arrachée aux ouvriers, il n'y aurait pas d'accumulation. Nous assisterions, dans ce cas, à une rechute, absolument fantastique, du point de vue du capital, dans une espèce de société esclavagiste modernisée ou de féodalisme. A vrai dire, on peut imaginer un régime où l'accumulation du capital serait liée aux formes d'exploitation esclavagiste ou féodale.

Un tel régime a existé jusqu'aux environs de l'année 1860, aux Etats-Unis, et existe encore en Roumanie et dans un certain nombre de colonies. Mais le cas opposé, à savoir la forme moderne d'exploitation, par conséquent le système du salariat, avec la dissipation antique ou féodale de la plus-value, sans aucun souci de l'accumulation, péché mortel contre le saint esprit du capital, est tout simplement inconcevable. Ici encore, il faut distinguer le point de vue du capital social du point de vue du capital isolé. Pour ce dernier, le luxe des « messieurs de la haute » apparaît comme un élargissement de ses débouchés, une excellente occasion d'accumulation. Mais pour l'ensemble des capitalistes, en tant que classe, dépenser en luxe toute la plus-value constitue une pure folie, un suicide économique, parce que précisément anéantissement de la plus-value dans le germe.

Qui peut donc être acquéreur de la part de marchandises sociales, dont la vente permet l'accumulation ? En tout cas, ce ne sont ni les ouvriers, ni les capitalistes.

Mais n'y a-t-il pas dans la société d'autres catégories sociales, telles que les fonctionnaires, les militaires, les ecclésiastiques, les professeurs, les artistes, qui n'appartiennent ni à la classe ouvrière, ni à la classe capitaliste ?

Ne consomment-elles pas également, et ne peuvent-elles pas être précisément les acquéreurs que nous cherchons pour le surplus des marchandises que ne consomment ni les ouvriers, ni les capitalistes ? Encore une fois, pour le capitaliste isolé, c'est certain !

Mais il n'en est pas de même pour les capitalistes, en tant que classe, si nous considérons l'ensemble du capital social. Dans la société capitaliste, toutes les catégories sociales que nous venons d'énumérer ne sont, économiquement, que des accessoires de la classe capitaliste.

D'où les fonctionnaires, les militaires, les ecclésiastiques, les artistes, etc., tirent-ils leurs ressources, sinon d'une part de la classe capitaliste, d'autre part grâce aux impôts indirects de la classe ouvrière ? Economiquement, ces couches sociales ne peuvent donc pas compter comme constituant une classe spéciale de consommateurs pour le capital social, étant donné qu'ils ne possèdent pas une source indépendante de ressources, mais ne sont que les compagnons de table des deux classes principales, à savoir les capitalistes et les ouvriers, et que leur consommation est comprise dans la consommation de ces classes.

Nous ne voyons donc pas d'acquéreurs, ni aucune possibilité de réaliser la part de marchandises dont la vente permettra l'accumulation.

Après tout, peut-être la solution du problème est-elle toute simple. Peut-être sommes-nous comme ce cavalier qui cherchait désespérément le cheval sur lequel il était assis. Peut-être est-ce tout simplement les capitalistes qui s'achètent réciproquement cette dernière part de marchandises non pour les consommer, mais précisément pour élargir la production, pour permettre l'accumulation. Car, qu'est-ce que l'accumulation, sinon précisément l'élargissement de la production capitaliste ?

Mais, pour répondre à ce but, les marchandises en question ne doivent pas consister en objets de luxe pour la consommation personnelle des capitalistes, mais en moyens de production (nouveau capital constant), ainsi qu'en denrées alimentaires pour les ouvriers.

Très bien. Mais une pareille solution ne fait, après tout, que reculer la difficulté. Car si nous admettons que, de cette manière, il y a eu accumulation, et que, l'année suivante, la production élargie jettera sur le marché une quantité de marchandises encore plus considérable que la première fois, nous serons obligés de demander à nouveau ; où trouverons-nous à ce moment-là acquéreur pour cette quantité accrue de marchandises ?

Si l'on répond : eh bien, mais cette quantité accrue de marchandises sera de nouveau, l'année prochaine, échangée entre les capitalistes et employée par eux à élargir encore une fois la production — et ainsi de suite d'année en année — alors nous avons devant nous un carrousel qui tourne autour de lui-même dans le vide. Car ce n'est pas la accumulation capitaliste, c'est-à-dire accroissement du capital, mais tout le contraire, à savoir, une production pour la production, par conséquent une pure folie du point de vue du capital. Si les capitalistes, en tant que classe, sont toujours à eux-mêmes leurs propres acquéreurs, pour toute la masse de leurs marchandises, en en exceptant la part qu'ils sont obligés de remettre à la classe ouvrière pour son entretien, s'ils doivent toujours s'acheter à eux-mêmes leurs marchandises, avec leur propre argent, pour réaliser la plus-value qu'elles contiennent, alors l'accumulation du capital est impossible pour la classe capitaliste dans son ensemble.



Pour que celle-ci se produise, il faudra trouver ailleurs des acquéreurs de cette part de marchandises, dans laquelle se cache le profit destiné à l'accumulation, des acquéreurs qui tirent leurs moyens d'achat d'une source indépendante, et ne les tirent pas de la poche des capitalistes, comme c'est le cas pour les ouvriers et les collaborateurs du capital, tels les fonctionnaires, les militaires, les ecclésiastiques, les membres des professions libérales. Ce seront, par conséquent, des acquéreurs qui se procurent leurs moyens d'achats par l'échange de marchandises, donc aussi par une production de marchandises, mais qui a lieu en dehors de la production capitaliste. Ce seront des producteurs, dont les moyens de production ne constituent pas un capital, et qui n'appartiennent à aucune des deux grandes classes de la société, à savoir les capitalistes et les ouvriers, mais qui, d'une façon ou d'une autre, ont besoin de marchandises capitalistes.

Mais où trouver de pareils acquéreurs ? En dehors des capitalistes avec leur suite de parasites, il n'y a pas, dans la société actuelle, d'autres classes ou couches sociales.

Nous arrivons ici au nœud du problème. Dans son deuxième volume du *Capital*, comme dans le premier, Marx suppose que la production capitaliste est la seule forme de production qui existe, à l'exclusion de toute autre. Il dit, dans son premier volume : « Nous parlerons ici d'une façon abstraite du commerce d'exportation, au moyen duquel une nation peut transformer des articles de luxe en moyens de production ou en denrées alimentaires et réciproquement. Pour saisir l'objet de notre étude dans toute sa pureté, libre de toutes circonstances accessoires, nous devons considérer ici tout le monde commercial comme une seule nation, et supposer que la production capitaliste existe partout et qu'elle s'est emparée de toutes les branches d'industrie. » (Page 544.) Et, dans le second volume : « En dehors de cette classe, il n'y a, d'après notre supposition — à savoir domination complète et absolue de la production capitaliste — aucune autre classe que la classe ouvrière. » (Page 321.) Dans ces conditions, il n'y a assurément dans la société que des capitalistes, avec leur suite, et des salariés ; d'autres couches, d'autres producteurs et consommateurs de marchandises sont introuvables, et l'accumulation capitaliste, comme j'ai essayé de le montrer, se trouve précisément acculée devant cette question insoluble, à laquelle nous sommes finalement arrivés.

On peut se tourner et se retourner comme l'on veut, aussi longtemps qu'on persiste dans cette supposition qu'il n'y a pas, dans la société, d'autres classes que les capitalistes et les salariés, il est impossible aux capitalistes, en tant que classe, de se débarrasser de leur surplus de marchandises, pour réaliser la plus-value, et pouvoir ainsi accumuler du capital.

Mais la supposition de Marx n'est qu'une supposition toute théorique, dont le seul but est de faciliter et de simplifier l'étude. En réalité, la production capitaliste, comme chacun sait, et Marx lui-même a eu l'occasion d'insister sur ce point dans le *Capital*, n'est pas du tout la seule forme de production existante. En réalité, il y a, dans tous les pays capitalistes, et même dans ceux où la grande industrie est au plus haut point développée, à côté des entreprises capitalistes dans l'industrie et l'agriculture, un grand nombre d'exploitations artisanes et paysannes, qui font de la simple production marchande. En réalité, il y a, à côté des vieux pays capitalistes, en Europe

même, des pays dans lesquels la production paysanne et artisanale est restée jusqu'à aujourd'hui très dominante, tels que la Russie, les Balkans, la Scandinavie, l'Espagne. Et enfin, il y a, à côté de l'Europe et de l'Amérique du Nord capitalistes, d'immenses continents, où la production capitaliste n'a commencé à prendre pied que sur un petit nombre de points très dispersés, tandis que partout ailleurs, nous avons toutes les formes économiques possibles, depuis la forme communiste primitive jusqu'à la forme féodale, paysanne et artisanale. Ces formes de sociétés et de production économique ne soutiennent pas avec le capitalisme un simple rapport de paisible voisinage ; au contraire, depuis le début du régime capitaliste, des échanges très animés ont lieu entre elles et le capitalisme européen. En tant que véritable production en masse, la production capitaliste est obligée de compter sur les acquéreurs venant des milieux artisans, et paysans des vieux pays capitalistes, ainsi que sur les consommateurs de tous les autres pays, et, d'autre part, elle a absolument besoin des produits de ces couches sociales et de ces pays, que ce soit en qualité de moyens de production, ou en qualité de denrées alimentaires. C'est ce qui explique pourquoi, entre la production capitaliste et son milieu non-capitaliste, se développèrent des rapports d'échange, qui permettent au capital, en même temps que de réaliser sa propre plus-value en vue de l'accumulation, de se procurer toutes sortes de marchandises nécessaires à l'extension de sa propre production, ainsi que d'agrandir sa réserve de forces de travail par la décomposition de ces formes de production non-capitalistes.

Ce n'est là que le simple contenu économique de ce rapport. Dans la réalité concrète, ce rapport est à la base de tout le processus historique du développement du capitalisme, dans toute sa mouvante variété.

Car l'échange du capital avec son entourage non-capitaliste se heurte rapidement aux obstacles de l'économie naturelle, des formes sociales primitives et des besoins réduits de l'exploitation paysanne et artisanale. C'est alors que le capital fait appel aux « moyens héroïques », à la hache de la violence politique. En Europe même, son premier acte, c'est la suppression révolutionnaire de l'économie féodale. Dans les pays d'outre-mer, la destruction de la communauté traditionnelle constitue la première manifestation mondiale du capital et est, depuis, la compagne permanente de l'accumulation capitaliste. Au moyen de la ruine des formes de production primitives et patriarcales de ces pays, le capital européen y ouvre la voie à l'échange et à la production des marchandises, transforme ses habitants en consommateurs de marchandises capitalistes, et fait en même temps progresser considérablement sa propre accumulation, grâce au pillage en masse des trésors naturels et des richesses appartenant aux peuples assujettis. Depuis le début du dix-neuvième siècle, nous assistons, parallèlement à l'emploi de ces méthodes de pénétration, à l'exportation du capital accumulé hors d'Europe, dans les pays non-capitalistes des autres parties du monde, où, sur les ruines des formes de production indigènes, le capitalisme se crée de nouveaux débouchés, par conséquent, de nouvelles possibilités d'accumulation.

C'est ainsi que le capitalisme s'élargit de plus en plus, grâce à ses rapports avec les milieux et pays non-capitalistes, en accumulant à leurs dépens, et en les chassant peu à peu pour se mettre

à leur place. Mais plus il y a de pays capitalistes qui participent à cette chasse à l'accumulation, et plus diminuent les territoires non-capitalistes, plus la lutte livrée par le capital autour de ces territoires d'accumulation devient acharnée, et plus ses campagnes sur la scène mondiale se transforment en une chaîne de catastrophes économiques et politiques : crises mondiales, guerres, révolutions.

Mais, par cela même, le capital prépare sa ruine de deux façons. D'une part, en s'étendant aux dépens des formes de production non-capitalistes, il rapproche le moment où l'humanité entière ne sera plus composée que de capitalistes et d'ouvriers, et où, pour cette raison, l'extension et, par conséquent, l'accumulation, deviendront impossibles. En même temps, dans la mesure même où cette tendance se réalise, elle aggrave à tel point les antagonismes de classe, l'anarchie économique et politique internationale qu'elle doit provoquer inévitablement, longtemps avant d'avoir atteint la dernière conséquence du développement économique, à savoir la domination complète de la production capitaliste dans le monde — la révolte du prolétariat international contre la domination du capital.

Tel est le problème, rapidement exposé, et telle est, à mon avis, la solution. Au premier abord, il peut sembler qu'il ne s'agit, en l'espèce, que d'une pure subtilité théorique. Et cependant, la signification pratique du problème apparaît d'une façon manifeste. C'est son rapport avec le fait le plus remarquable de la vie publique actuelle, à savoir l'impérialisme. Les manifestations extérieures caractéristiques de la période impérialiste sont aujourd'hui connues de tout le monde : la lutte des Etats capitalistes pour les colonies et les sphères d'intérêts, pour les possibilités de placement du capital européen, le système d'emprunts internationaux, le militarisme, le protectionnisme, le rôle prépondérant du capital financier de la grande industrie dans la politique mondiale. Leur relation avec la dernière phase du développement capitaliste, leur importance pour l'accumulation du capital sont devenus aujourd'hui tellement évidents qu'ils sont reconnus par les partisans comme les adversaires de l'impérialisme. Mais la social-démocratie (1) ne peut pas se contenter de cette simple reconnaissance de fait. Il s'agit pour elle d'étudier à fond les lois économiques qui sont à la base de ces relations, et de pénétrer jusqu'aux racines mêmes de ce complexe de manifestations de l'impérialisme. Car seule l'exacte compréhension théorique du problème est capable de donner à notre lutte contre l'impérialisme la sûreté, la clarté et la force qui sont indispensables à la politique du prolétariat. Avant la parution du *Capital* de Marx on connaissait déjà l'existence de l'exploitation, de la plus-value, du profit. Mais ce n'est que la théorie de la création de la plus-value, de la loi des salaires et de l'armée de réserve industrielle, telles que Marx l'a établies sur la base de sa théorie de la valeur, qui a donné à la pratique de la lutte de classes cette base solide sur laquelle le mouvement ouvrier allemand et, à sa suite, le mouvement ouvrier international, se sont développés jusqu'à la guerre. Que la théorie toute seule n'en soit pas capable et qu'à la meilleure théorie on puisse lier la pratique la plus détestable, c'est ce que dé-

montre précisément l'écroulement actuel de la social-démocratie allemande. Mais cet écroulement ne s'est pas produit comme le résultat de la doctrine marxiste, mais malgré elle ; il ne pourra être surmonté qu'en accordant la pratique du mouvement ouvrier avec sa théorie. Et ce qui est vrai pour l'ensemble du mouvement ouvrier l'est également pour chacun des principaux domaines de la lutte de classes : ce n'est que dans la doctrine marxiste, grâce aux nombreux trésors contenus dans les œuvres fondamentales de Marx, que nous pourrions trouver une base solide pour notre position.

Que l'explication des racines économiques de l'impérialisme ne peut être fournie que par les lois de l'accumulation du capital, cela ne peut faire l'objet d'aucun doute, étant donné que l'impérialisme n'est, d'après la simple observation empirique, rien d'autre qu'une méthode spécifique d'accumulation du capital. Mais comment cette explication est-elle possible, aussi longtemps qu'on accepte comme une réalité la supposition, faite par Marx dans le second volume du *Capital*, d'une société dans laquelle il n'y a pas d'autre forme de production que la forme de production capitaliste, et dont, par conséquent, la population ne se compose que de capitalistes et d'ouvriers ?

Quelle que soit d'ailleurs l'explication qu'on peut donner des facteurs économiques internes de l'impérialisme, il est absolument évident pour tout le monde qu'il consiste essentiellement dans l'extension de la domination du capital, hors des vieux pays capitalistes, sur de nouveaux territoires, et dans la lutte économique et politique que se livrent entre eux les pays capitalistes pour la conquête de ces territoires nouveaux. Mais, ainsi que nous l'avons vu, Marx suppose, dans le deuxième volume de son *Capital*, que le monde entier est déjà une « nation capitaliste », et que toutes les autres formes de production économique ont disparu. Comment est-il possible, dès lors, d'expliquer l'impérialisme dans une telle société, où il n'y a plus aucune place pour lui ?

C'est ici que j'ai cru devoir commencer ma critique. La supposition théorique d'une société composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, complètement justifiée en soi en vue de l'étude — par exemple dans le premier volume du *Capital*, pour faciliter l'analyse du capital privé et de ses pratiques d'exploitation dans l'usine — me parut inadéquate et gênante dès qu'il s'agit d'expliquer l'accumulation du capital social. Celle-ci constituant la base économique véritable du processus historique du développement capitaliste, il est à mon avis impossible de la comprendre si l'on écarte toutes les conditions de cette réalité historique. L'accumulation du capital, en tant que procès historique, se réalise, du premier au dernier jour, dans un milieu de différentes formations pré-capitalistes, dans une lutte politique incessante contre elles, et au moyen de relations économiques constantes avec elles. Comment peut-on, par conséquent, transformer ce processus et ses lois de développement internes en une fiction théorique absolument vide de tout contenu réel, niant tout ce milieu, cette lutte, ces relations ?

C'est donc précisément ici qu'il me parut nécessaire, conformément à l'esprit même de la doctrine marxiste, d'abandonner la supposition du premier volume du *Capital*, où elle rendit d'excellents services, et de placer l'étude de l'accumulation, en tant que phénomène général, sur la base concrète des rapports entre le capital et son milieu historique. Dès qu'on fait cela, l'explication

(1) Rosa Luxemburg écrivait ceci en 1917, avant la sortie du groupe Spartacus hors du Parti social-démocrate indépendant. — (Note du traducteur.)

du phénomène est fournie, à mon avis, d'une façon toute naturelle par l'enseignement de Marx lui-même, en accord complet avec les autres parties de son œuvre économique.

Marx lui-même n'a fait que poser le problème de l'accumulation du capital social, mais il n'a pas eu le temps de le résoudre. Il a, il est vrai, en vue de faciliter son analyse, supposé une société purement capitaliste, mais non seulement il n'a pas conduit jusqu'au bout son analyse sur cette base, mais il a renoncé à sa supposition, précisément quand il est arrivé à cette question princi-

pale. Il avait établi, pour exposer son point de vue, un certain nombre de schèmes mathématiques, mais il avait à peine commencé à en indiquer la signification sociale pratique, lorsque la maladie et la mort firent tomber sa plume. La solution de ce problème, comme celle d'un certain nombre d'autres problèmes, était manifestement destinée à ses disciples et mon *Accumulation* devait être précisément une tentative dans cette direction.

Rosa LUXEMBOURG.

# Rosa Luxemburg

## continuatrice de Marx

Depuis la mort de Karl Marx (1883) et de Friedrich Engels (1895), il n'y a eu que deux théoriciens socialistes qui, ne se contentant pas de populariser les idées des deux fondateurs du Socialisme scientifique, ont continué leur œuvre, non comme de simples épigones, mais comme créateurs. A côté des Kautsky, des Bernstein et de tous les plats exégètes et maîtres d'école du marxisme dont ils ont parfois faussé les doctrines, se dressent les deux grandes figures de Lénine et de Rosa Luxemburg.

Lénine et Rosa Luxemburg ont fait plus que tous les autres théoriciens de l'Internationale Communiste, dont le grand mérite consiste à avoir redressé le marxisme courbé sous le poids des formules réformistes qui avaient prévalu durant plusieurs décades, et à avoir épuré la doctrine communiste, des déchets de la trahison. Au delà du redressement et de l'épuration nécessaires, Rosa Luxemburg et Lénine, eux, ont poursuivi indépendamment l'œuvre gigantesque de Marx et d'Engels, n'y apportant pas seulement des précisions, mais construisant eux-mêmes, édifiant, et complétant la théorie sur un certain nombre de points de première importance.

Lénine a rétabli la théorie marxiste de l'Etat, ensevelie par les hérauts de la 2<sup>e</sup> Internationale sous un monceau d'erreurs, de falsifications et de mensonges. Il a donné corps à la théorie élaborée par Marx et Engels d'après les enseignements de la Commune de Paris, et il a réalisé dans les soviets la forme de l'Etat prolétarien.

En dehors de sa lutte quotidienne contre l'opportunisme politique, Rosa Luxemburg a poursuivi la profonde analyse que Marx avait faite de la marche — du processus, comme disent les doctrinaires — de la production capitaliste. Mort avant d'avoir pu achever l'immense travail qu'il s'était proposé, Marx dut laisser à ses successeurs le soin de résoudre certains problèmes de détail qu'il n'avait fait que poser.

Marx et Engels tracèrent les perspectives de l'évolution du capitalisme. Ils prédisaient le développement de la classe ouvrière et l'avènement de la révolution prolétarienne. Basant leurs examens sur une conception nouvelle de l'Histoire, le *matérialisme historique*, ou, comme Paul Lafargue l'a appelée, le *déterminisme économique*, ils parvinrent à découvrir le moteur de l'évolution historique dans la lutte de classes et dans le mode de production, c'est-à-dire dans la façon dont les hommes produisent les choses nécessaires à leur existence collective.

Le principe général du développement historique une fois trouvé, il restait à analyser la base économique de la société moderne, afin d'y relever les éléments concrets d'où sortirait l'effondrement capitaliste et les points de résistance auxquels se heurterait le développement ultérieur de ce système. Marx consacra vingt années à l'étude de la genèse et du fonctionnement de la production capitaliste. Il en consigna les résultats dans le *Capital* (1867). S'il est vrai que l'évolution de l'infrastructure économique de la société détermine le développement de toute la superstructure, l'analyse de la production capitaliste doit fournir, en dehors des perspectives générales de l'écroulement capitaliste et de la victoire prolétarienne, la preuve que ces perspectives sont inévitables, elle doit démontrer comment elles surgissent inéluctablement du mécanisme même de la production.

Dans le deuxième volume du *Capital* (publié après sa mort), Karl Marx s'occupe à plusieurs reprises des conditions de la reproduction capitaliste. Il est évident que la société capitaliste sera vouée à la débâcle au moment où de sérieux obstacles empêcheront les rouages de la production et de la reproduction capitalistes de poursuivre leur marche régulière. L'étude des conditions de la reproduction capitaliste (de l'accumulation) mène donc directement à la découverte des conditions concrètes

de l'effondrement de la société actuelle. C'est le fil d'Ariane qui, au travers des différentes et multiples tendances qui s'entrecroisent et s'entrelacent dans le capitalisme, nous conduit au terme de la lutte émancipatrice du prolétariat. Au moment où une ou plusieurs des conditions auxquelles la reproduction capitaliste est liée ne seront plus données, le régime capitaliste touchera à son terme. Voilà pourquoi, dans le *Capital*, Marx pose et repose la question : Comment l'accumulation, la reproduction capitaliste est-elle possible ?

Sa mort prématurée, et peut-être aussi la maturité insuffisante du capitalisme de son époque ont empêché Karl Marx de répondre lui-même à cette question. Quelques dizaines d'années durant, la question resta posée sans que personne tentât de la résoudre. Enfin, en 1912, Rosa Luxembourgeois fit paraître son œuvre grandiose, l'*Accumulation du Capital*.

Marx et Engels avaient dépeint la croissance du prolétariat et le développement de plus en plus puissant des forces révolutionnaires tendant à surmonter le capitalisme. Ils avaient fait prévoir que l'évolution de la société capitaliste placerait un jour l'humanité en face de ce dilemme impérieux : ou réaliser le socialisme ou sombrer dans la barbarie. Rosa Luxembourgeois montre sous quels aspects concrets se présentera cette alternative, comment l'extension du régime capitaliste sur toute la terre fait de plus en plus disparaître les conditions qui mettent le capitalisme en état de produire. Elle fournit la certitude théorique, irréfutable et d'une précision mathématique, de la chute du capitalisme, elle donne un contenu concret, net et précis à la dernière phase du développement capitaliste.

Tandis que Marx n'avait examiné le problème que d'une façon abstraite, théorique, Rosa Luxembourgeois, ayant sous les yeux les derniers développements du capitalisme, étudie celui-ci comme un fait historique, comme une réalité concrète.

Marx avait démontré que la reproduction capitaliste, c'est-à-dire la marche continue de la production capitaliste, est liée à deux conditions fondamentales : 1° l'existence d'une quantité suffisante de main-d'œuvre, et 2° la possibilité de vendre les marchandises produites. La soif de plus-value pousse le capitaliste à accroître constamment la production ; la concurrence lui impose cet accroissement incessant comme une loi impérative. La reproduction sur une échelle croissante exige que la main-d'œuvre devienne de plus en plus nombreuse et que le marché s'élargisse, faute de quoi les produits ne pourraient être vendus et la production ne pourrait continuer. L'analyse de Marx révèle que le système capitaliste crée lui-même la première des deux conditions (une quantité suffisante de main-d'œuvre). Le mécanisme de la production capitaliste prolétarise un nombre croissant d'individus appartenant à d'autres classes, les machines rendent des ouvriers superflus, l'armée des sans-travail s'élève en nombre. En ce qui concerne l'élargissement du marché, l'analyse abstraite de Marx (qui partait de la supposition d'une société purement capitaliste où il n'y avait que des capitalistes et des salariés) s'y est atta-

quée à plusieurs reprises sans résoudre la question.

Or, vivant à une époque où le capitalisme était en train de conquérir le monde et d'anéantir toutes les formes de production pré-capitalistes, et voyant les limites infranchissables auxquelles se heurte l'élargissement du marché, une des conditions de la reproduction capitaliste, Rosa Luxembourgeois put continuer et terminer ce que Marx avait dû laisser inachevé à ses successeurs. *Plus le capitalisme s'étend et plus le marché se rétrécit.*

Poursuivant l'œuvre de Marx, Rosa Luxembourgeois a découvert les obstacles qui tendent à supprimer les conditions de la reproduction capitaliste et qui poussent irrémédiablement le capitalisme aux sanglants excès de sa dernière étape : l'Impérialisme.

Lucien REVO.



**René  
MARCHAND**

Correspondant  
du *Figaro*  
et du  
*Petit Journal*  
en Russie

a publié un  
livre sur lequel

la grande presse fait la conspiration du silence. C'est

## La Condamnation d'un Régime

(De la « vanité maladive » de  
M. Poincaré à la tuerie mondiale)

### Révélation

sur les manigances des politiciens,  
sur les origines de la guerre  
et sur les rapports franco-russes

Un volume ..... 4 »  
Franco ..... 4 50

Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, 10<sup>e</sup>.

# Syndicalisme et Parti Communiste

Notre camarade R. Louzon vient de publier dans la *Vie Ouvrière*, en réponse à Trotsky, un article intitulé « Syndicalisme et P.C. ».

Notre cher camarade Louzon, membre du Parti Communiste et rédacteur de l'organe central du Parti, prouve par tous ses arguments qu'il fait assez bon marché des principes fondamentaux du communisme.

C'est le passé des partis socialistes français qui, en plaçant le mouvement ouvrier révolutionnaire en France dans une situation toute particulière, démontre aux yeux de Louzon l'impossibilité et l'inutilité d'un Parti Communiste français.

Evidemment, il y a lieu — et combien ! — de critiquer les anciens partis socialistes, en particulier celui de Jaurès, son éclectisme démocratique, son adoration du parlementarisme et du suffrage universel ; il y a de quoi critiquer la II<sup>e</sup> Internationale, son manque de décision révolutionnaire, sa peur de l'action antimilitariste et illégale ; il y a de quoi critiquer le « crétinisme parlementaire », faiseur d'innombrables renégats.

Mais il ne s'agit pas de récriminer à l'infini sur le passé. Il s'agit d'examiner le présent et d'utiliser les expériences des révolutions en cours.

Pour bien prouver qu'en France la formation d'un parti révolutionnaire prolétarien est impossible, Louzon se fait un malin plaisir de prétendre que notre Parti n'est composé que de petits bourgeois, que dans nos réunions il n'y a presque pas d'ouvriers — affirmations si ostensiblement contraires à la vérité qu'on n'a pas besoin de les réfuter longuement.

Et si même les affirmations de Louzon étaient justes, qu'est-ce que cela prouverait ? Même si notre Parti n'était composé que de petits bourgeois, si nous n'avions même pas encore un embryon de Parti communiste, est-ce que cela nous dispenserait de nous mettre à l'œuvre pour en créer un ?

Quand on discute sur le rôle du Parti et des syndicats, la question n'est pas de savoir si le Parti veut en ce moment quelque chose ou non, mais s'il a un rôle historique important à jouer ou non.

En effet, les fautes du passé et les difficultés du présent sont loin de prouver l'impossibilité et l'inutilité d'un parti ouvrier révolutionnaire français, d'une section française de la III<sup>e</sup> Internationale.

Des révolutionnaires qui visent à la création d'une société nouvelle ne peuvent s'arrêter à la constatation de ce qui a été et de ce qui est. Il s'agit de savoir ce qui devrait et pourrait être.

Pour le camarade Louzon, Parti et syndicat sont étrangement mélangés. Le syndicat français assume, d'une part, le rôle politique qui, dans d'autres pays, incombe au Parti ouvrier révolutionnaire et, simultanément, le syndicat englobe tous les ouvriers sans distinction d'opinions politiques.

Quelle étrange chose que ce syndicat français

qui trouve moyen d'être à la fois Parti et syndicat et qui n'est, en fait, ni l'un ni l'autre !

Louzon écrit : « Ce sont les minorités agissantes seules que les syndicalistes révolutionnaires appelaient à constituer les syndicats. En effet, c'est encore elles presque seules qui constituent les syndicats de la C. G. T. U. »

Louzon chérit les syndicats comme avant-garde, comme organisation des ouvriers révolutionnaires conscients de leur rôle historique.

Mais comment explique-t-il que cette « minorité agissante » de syndicalistes révolutionnaires qui semble si fière de son rôle spécifique aspire — par ses masses et par ses chefs — à la fusion avec les syndicats réformistes ?

La voilà encore, cette tête de Janus à deux visages, ce parti-syndicat, ce syndicat-parti !

Ce caractère spécial du mouvement syndical français s'explique évidemment fort bien par des raisons historiques sur lesquelles nous ne voulons pas revenir.

Mais si le camarade Louzon invoque le passé pour dire que les choses doivent rester où elles en sont en ce moment, nous lui crions hautement qu'il se trompe.

Il faut en finir une bonne fois avec ce gâchis indéfinissable qu'est le syndicat français. Et il est bien du devoir du Parti Communiste d'expliquer aux ouvriers qu'il faut rompre les liens qui nous attachent au vieux syndicalisme aussi bien qu'à la période du socialisme pourri de la II<sup>e</sup> Internationale.

Louzon dit encore : « La question des rapports entre syndicats et Parti Communiste n'est donc point du tout une question de rapports entre deux fractions d'une même classe, entre le gros et l'avant-garde de la classe ouvrière ; c'est une question de rapports entre deux classes différentes, entre l'élite de la classe ouvrière, d'une part, et des petits bourgeois pénétrés plus ou moins d'idéologie révolutionnaire, d'autre part. »

Vu cette ignorance complète des rôles respectifs du Parti et des syndicats, il semble vraiment urgent de traiter le problème une nouvelle fois à fond.

Je pense que nous sommes tous d'accord sur ce point que les ouvriers, sans distinction d'opinion, peuvent entrer dans les syndicats, aussi bien les réformistes que les anarchistes, les communistes que les sans-parti, etc., tous ceux qui veulent lutter contre le patronat ont place au syndicat.

Mais comme le syndicat n'est pas exclusivement composé d'ouvriers conscients du rôle historique de leur classe, nous prétendons que le syndicat ne peut aucunement suffire à tout.

À côté du syndicat, il nous faut un organisme propre des ouvriers révolutionnaires. À côté du syndicat qui englobe outre les ouvriers conscients une grande part d'ouvriers dont la conscience de classe est très faible ou est nulle, les ouvriers révolutionnaires ont le devoir impérieux de former un organisme spécial qui déploie toutes ses forces

pour accélérer l'évolution du prolétariat. Cet organisme, c'est le Parti politique du prolétariat révolutionnaire.

Aussi longtemps qu'existera le prolétariat, ses diverses couches vivront dans des conditions sociales très différentes, cette diversité engendra toujours des diversités dans la mentalité des masses. Le prolétariat est en état de perpétuelle métamorphose et n'adoptera jamais une idéologie universelle. Il y a des ouvriers qui sont nés dans les faubourgs des grandes villes ; il y en a d'autres récemment arrivés de la campagne ; il y a les fonctionnaires de l'Etat, les employés de banque et de commerce ; les ouvriers agricoles ; les ouvriers qualifiés et les non-qualifiés ; il y a les ouvriers des grandes usines et les petits artisans, si différents des premiers ; il y a enfin les descendants directs de la petite bourgeoisie, récemment tombés dans le prolétariat et encore tout imbus des vieux préjugés de leur entourage.

Il est naturellement inévitable que ces couches diverses du prolétariat aient des conceptions diverses sur les phénomènes sociaux et qu'il y ait divers groupements d'affinités. Que ces groupements d'affinités cherchent à acquérir de l'influence dans les syndicats, rien de plus naturel, surtout pour le Parti communiste, qui se pose comme unique but de préparer la révolution prolétarienne.

Toutes ces constatations nous semblent fort banales, mais il faut les rappeler — et cela probablement encore bien des fois, jusqu'à ce que nos camarades syndicalistes aient compris le rôle du Parti prolétarien révolutionnaire.

Le camarade Louzon qualifie le Parti Communiste de petit bourgeois. Il s'efforce à prouver que le Parti ne revêtira jamais un caractère prolétarien : « Il est ouvert à chacun, dit-il, à chacun, quelle que soit sa classe. »

Le même Louzon, qui a vu en Allemagne — il le raconte dans son article — des ouvriers sortant de l'usine se réunir pour délibérer des problèmes politiques, ignore qu'en France on agit pareillement un peu partout et il ne voit pas qu'on s'apprête à faire bien mieux encore. Qu'il nous permette de rire de son affirmation que les ouvriers français n'ont pas les mêmes capacités que les ouvriers allemands ! Sous cette affirmation, Louzon cache — très mal, d'ailleurs — ses vieux préjugés de syndicaliste français qui s'épouvante à la pensée que les ouvriers français pourraient s'occuper consciemment des problèmes politiques. Il éprouve une peur malade de tout ce qui s'appelle Etat, parlement, député, politique, parti — oui, parti.

Louzon, qui se pose en marxiste, paraît n'avoir aucune notion de la méthode matérialiste et dialectique du socialisme scientifique. Il s'en tient aux conceptions métaphysiques et dogmatiques. Pour lui l'Etat, la politique, le parlement, etc., ont un caractère absolu ; l'Etat est toujours un oppresseur et, par conséquent, détestable ; la politique corrompt tous ceux qui y touchent.

Cette métaphysique proudhonienne ne voit pas les conditions sociales de toute idéologie ; c'est pour cela que Louzon ne comprend pas que la politique et tout ce qui y touche change d'aspect, suivant la classe sociale dont la politique émane.

On se demande pourquoi Louzon prend la carte du Parti Communiste, lui qui semble ignorer ce que c'est que la politique communiste, lui pour qui toutes les politiques sont aussi mauvaises les unes que les autres !

Une des premières choses qu'on demande à un communiste, c'est d'avoir saisi la différence qu'il y a entre la politique de la bourgeoisie et des réformistes, d'une part, et la politique de l'Internationale Communiste, d'autre part.

Faire de la politique ne veut dire autre chose — pour nous, communistes — que de lutter pour la révolution prolétarienne. Pour la III<sup>e</sup> Internationale, les élections et le parlementarisme sont d'ordre tout à fait secondaire, tandis que l'organisation des masses ouvrières, leur préparation à la lutte, les grèves partielles et générales, l'action illégale, l'insurrection, la guerre civile, sont au premier rang, comme le prouve l'exemple des communistes russes. C'est dans ce large sens du mot que nous concevons la politique. C'est la politique du prolétariat industriel qui, lui, n'a d'autres moyens pour se libérer du joug capitaliste que la tactique propagée par la III<sup>e</sup> Internationale.

Est-ce que le camarade Louzon consent à collaborer à la formation d'un Parti Communiste qui vise à cette politique prolétarienne, ou s'obstine-t-il à rester neutre politiquement ?

Qu'est-ce que c'est encore que cette prétendue neutralité politique que s'assignent les syndicalistes ? Y a-t-il des camarades syndicalistes et anarchistes sérieux qui prétendent rester politiquement neutres ? Allons donc ! Il n'y a pas, il ne peut y avoir de neutralité politique. Chacun a ses conceptions propres, plus ou moins bien déterminées, sur les événements de la vie sociale, chacun préconise une tactique, chacun s'oppose à une politique.

Nous avons dit que le camarade Louzon conçoit la politique d'une façon métaphysique et dogmatique, qu'il n'en voit pas les conditions déterminées par la vie économique et sociale. Sans cela, il ne pourrait dire que le Parti Communiste français n'est pas et ne sera jamais un parti prolétarien. Comment pourrait-il affirmer que le prolétariat français ne sera jamais capable d'avoir sa propre politique révolutionnaire, qu'en France nous n'arriverons jamais à créer un parti prolétarien qui suive la politique de la III<sup>e</sup> Internationale.

En dépit des particularités historiques du mouvement ouvrier en France, notre prolétariat ne peut se passer d'un parti, de son parti. Les ouvriers révolutionnaires sont en train de créer ce Parti qui — contrairement à ce que dit Louzon — ne sera pas « ouvert à chacun, quelle que soit sa classe », mais qui sera épuré de tous les éléments petits bourgeois, socialistes ou syndicalistes.

H. BOREL.

### Note du Comité Directeur

A propos d'une note parue dans le dernier Bulletin Communiste relative à la clôture de la discussion sur l'impérialisme ouvrier, le Bureau Politique rappelle que ses décisions doivent être publiées par l'intermédiaire du secrétariat du Parti avant de faire l'objet dans la presse de commentaires ou d'interprétations personnelles de la part de camarades du parti.



# L'Évolution économique

## ALLEMAGNE

*La Journée Industrielle, l'organe toujours bien informé du capitalisme français, a publié dernièrement l'article suivant, d'un réel intérêt documentaire. Nous nous efforcerons de suivre, dans le Bulletin, les progrès incessants de la concentration capitaliste, dont on connaît le rôle social éminemment révolutionnaire.*

La concentration industrielle a fait, ces derniers temps, des progrès considérables. Dans l'industrie chimique, la *Société Ruetgers*, la plus ancienne entreprise allemande de l'industrie du goudron, a conclu une alliance avec la *Deutsche Petroleum Aktiengesellschaft*, qui, vu l'avilissement du change allemand, ne peut plus que difficilement importer des produits pétroliers et a, pour cette raison, reporté son activité dans le domaine de la distillation d'huiles, basée sur des matières indigènes comme le lignite et l'ardoise et, dans ce genre de production, a trouvé en la *Société Ruetgers* un auxiliaire sérieux.

Dans l'industrie lourde de l'Allemagne occidentale, la *Société Charbonnière Harpen*, l'une des plus importantes entreprises minières, s'est mise en relations avec la *Société Minière et Métallurgique Phoenix* pour fonder une société de vente en commun. De même, dans les entreprises minières et métallurgiques de l'Est, il s'est produit des changements typiques au point de vue dont s'organise la concentration industrielle.

Il est intéressant, par exemple, de remarquer comment la *Société Linke-Hofmann*, à Breslau, une fabrique de wagons d'une certaine importance, sans être d'une grandeur extraordinaire — avant la guerre, le capital-actions était, en effet, de 10 millions de marks à peine — s'est transformée en un groupe étendu, englobant les productions les plus variées. Tel fut le résultat de la fusion avec un grand nombre de fabriques de produits de fer et aussi de l'élargissement des bases « lourdes » de la production, cet élargissement s'étant accompli par l'achat de la plus grande partie de la *Société Lauchhammer* (mines de lignite et aciéries), ainsi que par des participations à différentes autres sociétés de charbon et de fer.

Ces temps derniers, on pouvait remarquer chez *Linke-Hofmann*, qui avait, du reste, mis récemment ses intérêts en commun avec l'*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*, un nouveau pas en avant : la société s'était procuré une importante participation dans la *Société Caro (Oberschlesische Eisenindustrie)*, de sorte que la première société est maintenant maîtresse de cette grande entreprise lourde de la Haute-Silésie restée allemande. Le groupement de métallurgie et de fer qui est résulté de ces transactions comporte une production annuelle de 2 millions de tonnes de charbon, 400.000 tonnes de fonte, 600.000 tonnes d'acier, ainsi que de nombreux produits finis, depuis les voitures de tramways et les locomotives jusqu'aux machines, aux roues et aux vis.

Ce qui s'est produit dans la Haute-Silésie devenue polonaise attire également l'attention. Dans

ce pays, au cours de ces dernières années — déjà même avant la décision de Genève — de nombreux changements sont survenus dans les participations industrielles. On a pu voir s'effectuer, à plusieurs reprises, des achats de gros paquets d'actions par une entreprise de mines, de minerai et de fer de seconde importance, la *Charlottenhütte*, à Niederschelden, dans le pays rhénan, dont le directeur général, jeune encore, M. Flick, eut la main assez heureuse. La *Charlottenhütte* ne visait pas, en première ligne, à l'agrandissement de ses propres installations industrielles, mais à des achats plutôt spéculatifs d'actions.

Parmi les importantes sociétés de la Haute-Silésie, elle se procura d'abord, en 1920, la majorité des actions de la *Bismarckhütte* et, bientôt après, la majorité de la *Société Kattowitz*. A ces deux participations vint s'ajouter un paquet d'actions de la *Société Caro (Oberschlesische Eisenindustrie)* lorsque, après la division de la Haute-Silésie, la *Société Kattowitz* tomba dans la partie polonaise et qu'une seule de ses mines, la *Preussengrube*, resta dans la partie allemande. C'est alors que la *Preussengrube* fut détachée de la *Société Kattowitz* et vendue à la *Société Caro*. La *Charlottenhütte*, qui, comme il est dit plus haut, est prépondérante dans la *Société Kattowitz*, obtint à cette occasion un grand nombre des actions de *Caro*.

Il a été souvent question, plus tard, d'une fusion des différentes sociétés lourdes devenues polonaises. Cette fusion se recommandait, surtout parce que la nouvelle frontière avait nui, sous certains rapports, à l'organisation technique de plusieurs sociétés. Or, dans cette question, M. Flick, qui est, de fait, maître de quelques-unes des entreprises en question, a eu son mot à dire. L'année dernière, de longues tractations eurent lieu avec le groupe anglais *Slater-Kennworthy*, au sujet de l'organisation d'un *Upper Silesian Trust*, mais cela n'aboutit à rien.

Depuis quelques semaines, l'imagination des gens de la Bourse a été stimulée par de nouveaux bruits de négociations. On prétendait que le groupe Flick s'était mis en rapport avec le groupe Weinmann, de Aussig (Bohême), ce dernier groupe étant possesseur de la majorité des actions de la *Société Laurahütte*, située maintenant aussi sur territoire polonais. Le groupement charbonnier Weinmann a probablement, dans ces transactions, un intérêt particulier de commerçant en charbon. Il est vrai qu'il n'a pas encore obtenu un contrat concernant la vente des charbons de la *Laurahütte*, parce que cette dernière a encore un contrat de plusieurs années avec la grande firme berlinoise de charbons *Cesar Wollheim*.

Mais ce contrat, une fois expiré, M. Weinmann profitera à coup sûr du pouvoir qu'il possède, grâce à sa majorité d'actions, pour s'emparer de la vente de la production charbonnière des mines Laura. Les mêmes intérêts de commerçant doivent l'avoir guidé lorsqu'il traita avec M. Flick au sujet de plusieurs paquets d'actions (*Bismarckhütte* et *Kattowitz*). Le financier Bosel, de Vienne, participa aux négociations. Celui-ci, qu'on peut compter parmi les nouveaux riches, était, il y a huit ans, un simple commis ; mais il sut tirer

une série de livraisons de guerre, pendant la guerre, dans les camps de fugitifs, pour devenir ensuite un financier et un spéculateur de premier ordre. Dernièrement, il réussit à se procurer la majorité de la *Union Bank*, de Vienne, après une rude lutte avec le groupe *Dresdner Bank-Castiglioni*. Il soutint, comme nous l'avons mentionné, le spéculateur charbonnier Weinmann, lorsque celui-ci tenta de former une sorte de trust en Haute-Silésie polonaise. Mais ces intentions furent déjouées par M. Hugo Stinnes. Son groupe, l'immense *Rhein-Elbe-Union*, interpellé par M. Flick dans cette affaire, se mit vite d'accord avec M. Flick, de sorte que celui-ci rompit avec le groupe Weinmann.

Ceci rappelle ce qui s'est passé, il y a quelques années, lors des transactions du *Bochumer Verein*. La majorité de cette société métallurgique avait été achetée en Bourse par le grand spéculateur berlinois Hugo J. Herzfeld, pour être offerte ensuite à des capitalistes étrangers. Hugo Stinnes,

en les achetant à temps, empêcha aussi l'exportation du paquet.

Le groupe Stinnes poursuit, maintenant autant qu'alors, des buts bien calculés. Les sociétés *Bismarckhütte* et *Kattowitz* se complètent admirablement, étant donné que l'une d'elles manque de mines de charbon et que l'autre est, en première ligne, une entreprise charbonnière. Donc, le groupe Stinnes, prenant pied, pour la première fois, dans la Haute-Silésie, renforce sensiblement, par la participation qui gagne dans ce pays ces deux entreprises, les bases dans l'industrie lourde.

Financièrement, la transaction est projetée de telle sorte que le groupe Flick cède au groupe Stinnes certaines sommes d'actions et reçoit entre autres compensations des actions des entreprises Stinnes. Les usines du groupement Flick dans le pays rhénan, c'est-à-dire *Charlottenhütte* et ses annexes, entrent, en même temps, en rapports techniques avec les groupes de M. Stinnes.

## Où mène le Marxisme légal

### L'histoire d'un social-traître : M. Pierre Strouve

Tandis que le Parti bolchevik fête son 25<sup>e</sup> anniversaire et affermit son influence mondiale au XII<sup>e</sup> Congrès, un de ceux qui étaient au nombre de ses premiers organisateurs, M. Pierre Strouve, tombe plus bas que les cadets et les s.-r.

On connaît le rôle qu'a joué le jeune agrégé de l'Université dans les premières années de l'existence du Parti social-démocrate russe, presque jusqu'à la scission des bolcheviks et des mencheviks au Congrès de 1903.

M. Strouve fut l'un des rédacteurs du manifeste du premier Congrès social-démocrate russe (1898). Il a pris part, avec Lénine, à la Conférence secrète de Pskov en 1900 où a été décidée la publication du fameux journal *l'Iskra*.

Mais déjà, à cette époque, Lénine sentait combien sonnait faux le marxisme légal. On se rappelle sa réplique mordante aux appels de Strouve dans ses *Notes Critiques* : « Allons à l'école du capitalisme ! »

L'école du capitalisme, comme l'a si bien prévu Lénine, a d'abord mené Pierre Strouve du marxisme légal au libéralisme bourgeois le plus caractérisé. Chassé de Russie par Plehve, il fonda peu après, à Stuttgart, la revue de l'opposition libérale et du mouvement des zemstvos *Osvobodénie* (l'*Affranchissement*). Epris du néo-criticisme allemand et de ses tendances petites bourgeoises à la moralisation, il se fait le champion de la renaissance nationale russe à l'instar du développement national allemand. Il prétendit jouer le rôle d'un Fichte russe.

Rentré en Russie, il devient collaborateur de la *Gazette de la Bourse*, où il prêche des idées national-démocrates.

La guerre et la Révolution russe n'ont pas mis un frein à cette dégringolade effrayante, qui n'est pas unique, malheureusement, dans les annales du mouvement socialiste international. Bien au contraire, Strouve a trouvé dans sa chute le moyen

de faire une carrière à laquelle il ne devait évidemment pas penser lors du premier Congrès du Parti. Il a été le « ministre des affaires étrangères » du fameux brigand Wrangel. Aujourd'hui, il passe sa retraite en compagnie des Bourtzev et consorts. Sa position politique fait rougir jusqu'à Milioukov. Ainsi, les *Dernières Nouvelles* citent une lettre de Strouve écrite à propos du scandale que les cent-noirs ont fait récemment subir aux « démocrates » parisiens Tchaïkovsky, Gronsky, etc.

« Si les monarchistes — écrit Strouve — réussissaient à chasser les bolcheviks, je leur permettrais de siffler non seulement Vinaver, mais moi-même en plus, et non seulement de me siffler, mais même de me percer le ventre (!) — et quand ils me perceront le ventre, je leur chanterais encore : « Hosannah ! » ... Fêter la révolution est maintenant tout simplement un acte de mauvais goût ! »

Ainsi parle aujourd'hui l'ancien marxiste légal. Il sait bien que son ventre n'a rien à redouter de la part des cent-noirs. Mais il profite de toutes les occasions pour étaler son cynisme de renégat et de vendu.

Tout change dans ce monde, d'après la dialectique marxiste. Le passé des hommes ne garantit pas complètement le présent et leur présent ne garantit pas leur avenir.

Les tendances historiques et sociales priment toutes les appréciations subjectives, toutes les opinions des hommes.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.